

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2021)
Heft: 1

Vorwort: Notre sécurité nationale pour la nouvelle année
Autor: Regli, Peter

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Editorial

Notre sécurité nationale pour la nouvelle année

Div Peter Regli

Ancien chef du renseignement militaire

Pour sa contribution significative à la politique de sécurité parue le 1^{er} octobre 2020 dans la *Neue Zürcher Zeitung*, le journaliste Georg Häsler Sansano a choisi pour titre : « *Plus de courage en matière de politique de sécurité !* » Cet appel est justifié et doit être pris au sérieux. Le vote du 27 septembre 2020 a montré qu'une grande partie de la population s'intéresse peu à notre politique de sécurité, ne veut pas la comprendre ou en minimise l'importance. C'est la seule façon d'expliquer que presque la moitié des votants a dit non à l'arrêté de planification du Conseil fédéral pour une défense aérienne moderne. Seule une Suisse sûre pourra rester, au milieu de l'Europe, un pays prospère, socialement stable et tourné vers l'avenir !

Défis

La Suisse est confrontée à de grands défis en matière de politique de sécurité. Ce n'est qu'en les identifiant que nous pourrions nous y préparer et prendre des mesures ciblées. Les risques et les menaces peuvent être résumés comme suit :

A long terme, la République populaire de Chine est la plus grande menace pour le monde libre, pour l'ordre mondial libéral et pour les Etats de droit démocratiques. Annoncé dès 2013, l'objectif de Xi Jinping et du parti communiste chinois est sans équivoque : « La Chine d'abord » et « La Chine, numéro 1 » ! Le projet de nouvelle route de la soie, la militarisation de régions importantes comme la mer de Chine orientale et méridionale, la politique commerciale et extérieure agressive (notamment au Cachemire et face à Taïwan), le mépris flagrant des droits de l'homme (vis-à-vis des Ouïghours, des Tibétains, etc.) sont d'énormes défis à prendre au sérieux. Le monde libre est confronté à une dictature socialiste à « visage chinois ».

À moyen terme, l'islamisme – c'est-à-dire le détournement de l'islam par une idéologie totalitaire méprisante

l'être humain, la femme et la démocratie – continuera à menacer l'Occident judéo-chrétien comme un cancer. Les métastases islamistes existent déjà dans la plupart des pays occidentaux : les attentats terroristes, les déclarations et les actes jihadistes dans l'espace public et en ligne en sont la preuve. Face à cette menace, les musulmans qui vivent dans nos pays doivent briser leur silence assourdissant, contribuer à identifier à temps les extrémistes et à les neutraliser conformément à nos lois. La formation de ghettos (par exemple en France, en Allemagne, en Belgique ou en Suède), les troubles sociaux et les violences qui en découlent, sont aussi les conséquences d'une intégration qui a échoué ces trente dernières années.

A court terme, les défis en matière de politique de sécurité sont bien connus mais ils ne sont pas toujours pris suffisamment au sérieux. Nos médias parlent beaucoup de la pandémie de Covid-19, de terrorisme, de cyberguerre et d'« infodémie » – c'est-à-dire de l'influence des médias sociaux sur la société, y compris par des messages faux ou « alternatifs ». Cependant, ils le font surtout en fonction des événements, sans perspective à long terme et souvent sans analyse approfondie. Il reste aussi des défis que les services de renseignement responsables – comme le Service de renseignement de la Confédération – doivent avoir à l'esprit : il s'agit notamment de la politique mondiale de puissance, des conflits hybrides, de l'extrémisme violent de gauche comme de droite, des pandémies, de l'espionnage, de la criminalité organisée, du changement climatique (qui a aussi un impact en matière de politique de sécurité), de la menace NBC (comme l'agent innervant russe Novitchok), des coupures prolongées d'électricité ou des troubles sociaux (suite à la pandémie de Covid-19, par exemple).

Les foyers de crise et les guerres ont également une grande influence sur notre sécurité nationale. Pour n'en citer que quelques-uns, aux portes de l'Europe et donc de la Suisse,

on peut penser à la Libye, à l'Ukraine, au Mali, au Haut-Karabagh, au Tigré. A cela s'ajoutent plusieurs zones de tension, comme en mer Egée et au Kurdistan en raison du comportement agressif de la Turquie, entre l'Egypte et l'Ethiopie, en Biélorussie, au Proche et au Moyen Orient (Syrie et Yémen). La Russie, l'Iran et la Turquie y jouent un rôle décisif, extrêmement préoccupant et irresponsable, une politique brutale d'intérêts et de puissance.

Opposants et partisans de la sécurité

Nous aussi, en Suisse, nous vivons dans ce monde incertain et imprévisible. Nous devrions prendre conscience de la gravité de l'insécurité. Au lieu de cela, je constate que le *Groupe pour une Suisse sans armée* poursuit ses activités depuis 1989 et met en cause notre sécurité par ses revendications : son objectif principal n'est rien moins que l'abolition de notre armée de milice, réserve stratégique du gouvernement. L'abolition de l'armée est aussi inscrite au programme du parti socialiste suisse adopté en 2012. Les représentants de ce parti travaillent méthodiquement dans ce but, nous en avons eu la démonstration avant les votations du 27 septembre 2020 sur le renouvellement des avions de combat. En ces temps troublés et incertains, l'appel à la suppression de l'armée par le parti socialiste est incompréhensible et irresponsable. Les Verts soutiennent pleinement et activement les socialistes. A l'automne 2020, durant la deuxième vague de Covid-19, certains cantons se sont retrouvés à la limite de leurs possibilités. Une fois n'est pas coutume, des cantons qui rejettent régulièrement dans les urnes des projets pour notre armée (par exemple la protection de l'espace aérien) sont les premiers à demander au Conseil fédéral l'appui de l'armée. A-t-on conscience de cette attitude hypocrite à Genève, Delémont, Neuchâtel ou Fribourg ?

Plus de 1,6 millions de citoyens ont dit oui à la modernisation de nos forces aériennes lors des votations du 27 septembre 2020. En votant oui, ils ont pris leur responsabilité et ont donné à notre sécurité nationale les moyens de préserver la protection de l'espace aérien au-delà de 2030. Relevons aussi ceux qui ont reconnu l'importance de la sécurité nationale et qui se sont battus avec conviction : les nombreuses organisations comme la Société suisse des officiers, l'Association suisse des sous-officiers, les rédactions spécialisées dans les trois régions linguistiques, les hommes et femmes innombrables qui se sont engagés avec cœur. Ces citoyens font avancer notre pays !

Perspectives en matière de politique de sécurité

La nouvelle année mettra davantage en évidence la polarisation internationale. L'administration Biden se concentrera d'abord sur les défis dans la région indo-pacifique. Les relations entre Washington et Pékin constitueront la principale source de tensions. Les Etats-Unis exigeront des Européens (et de la Suisse) un effort nettement plus important au profit de leur propre sécurité nationale. En tant qu'Européens, nous allons devoir décider si nous voulons vivre avec une démocratie imparfaite (les Etats-Unis après la débâcle de Trump) ou

avec une dictature parfaite (le socialisme de Xi Jinping). L'Europe est menacée par la soumission culturelle de l'islam politique, par la soumission économique de la Chine et par le chantage exercé par des puissances moyennes comme la Turquie et la Russie.

Que faire ?

En 2021, il s'agit de montrer davantage d'intérêt pour la politique de sécurité et de faire preuve de plus de courage : non seulement dans la salle des pas perdus du parlement mais aussi dans les médias, dans les écoles et, d'une manière générale, dans notre population. Nous devons vivre nos valeurs occidentales et libérales avec conviction et responsabilité. Nous devons éviter de gérer les crises en nous cognant sans cesse la tête, comme nous l'avons vécu au printemps dernier lors de la première vague de Covid-19. Souhaitons qu'une majorité de nos concitoyens s'assurent que des mesures concrètes seront prises en matière de politique de sécurité.

P. R.

Traduction : maj Emmanuel Rey.